



la lettre à
LULU



Qui vivra verre à pied

irrégulomadaire satirique N° 115, avril 2021

Correspondants locaux :
l'insoutenable condition des soutiers de la presse

P.3

Johanna Rolland soigne ses chakras

LE RETOUR DES ALLUMÉES

Cabinet du maire et élus de la majorité s'offrent des séances de développement personnel avec un thérapeute inspiré par un sex gourou sulfureux.

Les hautes sphères municipales cherchent leur « royaume intérieur ». Le guérisseur des âmes est un ancien élu vert. Il y a de quoi méditer...

► page 2



Labauleratoire
Louvrier innocent

C'est son témoin qui a été condamné.

SARKO traîné devant les tribunaux, Franck Louvrier a dû défendre ce bon Nicolas depuis La Baule. Sarko condamné début mars à trois piges dont deux ferme dans l'affaire des écoutes, ses accointances servent la ritournelle sur l'appel qui fait revenir à la case du présumé innocent (jusqu'au prochain jugement). Le maire de La Baule, dont Sarko était le témoin de remariage le 5 septembre dernier et qui a été dans son sillage pendant quinze piges ferme, s'est cantonné à l'argumentaire minimaliste d'usage. Deux jours avant la défaite judiciaire de Sarko, Louvrier parlait plus retour que recours, pour ramener Sarko dans l'arène politique (*Libération*, 27/02). Louvrier ayant fait un jour de garde à vue le 7 mai 2015, témoin dans le cadre de l'affaire Bygmalion, ça crée des liens indéfectibles d'innocence présumée. Faut dire qu'à La Baule, Sarko est presque à domicile et pas simplement parce que son ancien factotum Louvrier y est devenu bourgmestre. Administrateur du groupe Barrière depuis 2019, siégeant au conseil stratégique, chargé du développement international, Sarko crèche au palace, et peut même choisir sa piaule pour stratégiquement avoir le soleil à droite en se levant et changer dans la journée pour le garder à droite en se couchant. ■

L'impensable baulois

APRÈS avoir épuisé la solution marchand de sable, norias de camions regarnissant la plage de tonnes de sable, il y a un an, La Baule annonçait fièrement le problème réglé, le sable désormais piégé par un drain enfoui sous la plage*. Le procédé Écoplage assurait que l'instable sable irait du centre de la baie à la chics plage Benoît (*L'Écho de la Presqu'île*, 20/12/2018). Mais le sable, cet imbécile qui ne lit pas les journaux, s'obstine à se carapater de la plage Benoît. Du coup, en décembre 2020, une muraille de blocs de béton a été érigée (*Presse-Océan*, 01/01). Reste à placer une puce RFID sur chaque grain de sable pour savoir ce qu'il fait de sa vie. ■

* «Sauve-qui-peut la plage», *Lulu* n°109, avril 2020. «Le marchand de sable est paré», *Lulu* ° 44, avril 2004.

Johanna Rolland s'offre un gourou d'secours

L'ex-élu écolo vend du moi intérieur à ses accointances, les élus roses et verts en place.

ÉLU VERT, Jean-Philippe Magnen était psychothérapeute gestaltiste dès 2006, mais sans exercer. En 2014, «après 13 ans de mandats à Nantes, Nantes métropole, et à la région», il renonce à la politique. Venant d'une famille friquée, sans stress économique, il jette l'éponge qui, à peine balancée, garde son pouvoir spongieux. Slurp! La politique de son passé devient son marché, orienté développement perso. Fin mars 2017, à Saint-Herblain, avec son association Pspol, il monte un week-end de conférences «Nouveaux pouvoirs, nouveaux leaders», sous-titrées : «Le pouvoir de l'amour plutôt que l'amour du pouvoir». De 80 à 180€ par tête de pipe.

Disciple de l'amour

Selon la coorganisatrice, «s'il y a autant d'enjeux de pouvoir, c'est parce qu'on cherche à retrouver cet amour qui est au fond de notre être naturel»... Une subvention de 4500€ est accordée (dont 2000 € en liquides, pour le thé et café les deux matins) par Nantes métropole qui a permis aux numéros 1 et 2, Johanna Rolland et Bertrand Affilé, de s'abreuver d'amour spirituel et de suivre les temps de méditation. Chamane «ayant trouvé sa propre voie», adepte du tantrisme qui fait de la pratique du sexe le moyen de fusionner corps et âme, Arnaud Riou a joué du tambourin. Débarqué direct de Bali, Peter Wryca a mêlé programmation neuro linguistique et méditation transcendante (du feu gourou Maharishi des Beatles). Thomas Gérard a fait dans le bouddhisme de pleine conscience. Un joli panel d'allumés. Prochaine édition en septembre 2021 à Land Rohan, au siège du promoteur immobilier Bernard Brémont, dans le bocage de Vigneux.

Deuxième contrat, un «séminaire de rentrée» en septembre 2018 dédié aux 17 membres du cabinet de Johanna Rolland. Le grand séducteur Magnen, que Pascal Bolo avait jadis qualifié de «dragueur de supermarché», fait dans le petit marché, au tarif bien modeste, 750€ selon Magnen. Le «Jeu du roi-reine», «formation au leadership» dont il a la licence, vise à «mieux se connaître pour diriger et exercer ses responsabilités (dans les dimensions émotionnelles, psychologiques, spirituelles)».

Introspecteur divisionnaire

Entre psychodrame, jeu de rôle et techniques new age de conscience de soi, le procédé dévoile le «théâtre intérieur» des participants, classés selon six archétypes : compagnon-bâtisseur, guerrier, sage, artiste, inconnu, et roi ou reine*, le top du top, l'«être humain complet et équilibré». Les royalistes doivent kiffer... Chacun est poussé «à écouter attentivement tous les messages sensoriels, à découvrir ses dimensions physiques, énergétiques et spirituelles». Selon Dominique Vincent, qui a formé Magnen à la technique, «des émotions longtemps refoulées retrouvent leur expression et leur



voie de guérison», les participants étant «continuellement invités à mettre en relation ce qui se passe au cours du jeu avec leur scénario familial de base, ce qui s'est joué avec leurs parents, leurs frères et sœurs, et ce qui s'est élaboré au cours des générations antérieures». La formation à la politique centrée sur soi vire à la psychoplongée dans les tréfonds intimes. La dir'cab' Marianne Thiéry-Sène voulait «soudier un peu plus l'équipe» et installer «une confiance renouvelée», explique-t-elle sur le site de Magnen où cette éminence grise vante la prestation. Une dir cab déjà branchée, son profil LinkedIn mentionnant qu'elle kiffe Daniel Goleman, un gourou du management qui prétend réguler les émotions perso des chefs et celles des subalternes, classant aussi les gens en six archétypes d'«intelligence émotionnelle», dite IE, qui doit supplanter le QI pour repérer les êtres supérieurs, selon l'idée très libérale

d'une performance individuelle de winners primant sur la force collective de la communauté de travail.

La collectivité joue perso

Troisième contrat décroché par Magnen en septembre et novembre 2020, un stage à 56 élus de la majorité rose-verte-cocobretonne pour «améliorer les liens humains et travailler ensemble sur le projet global partagé» (Médiacités, 03/02). Les dissensions entre écologues et sociaux du premier mandat de Johanna Rolland? Un terrain de jeu pour Magnen. L'expert en introspection mentale a la solution : une «transition intérieure» centrée sur soi, visant «la cohésion d'équipe et l'élaboration d'une feuille de route collective». Autrement dit, apprendre à se supporter et bosser ensemble. La collectivité a réglé 19639€ TTC cette thérapie collective au cabinet de conseil parisien eeVee où Magnen émarge. Nos élus

se paient des voyages intérieurs aux frais de la princesse.

Ministre de l'intérieur

Outre de la thérapie individuelle dans son cabinet, Magnen vend régulièrement de l'ouverture des «sept chakras», de la «méditation dynamique d'Osho», de la «rencontre de son enfant intérieur» guidée par une voix mielleuse de curé et des sons de gongs. Il vend des formations aux directeurs de collectivités via le Centre national de la fonction publique territoriale, aux cadres sup' de Danone ou à RMA, filiale à Vertou d'Harmonie mutuelles. Grâce à Magnen, le développement personnel va construire des leaders politiques éclairés de l'intérieur. Pour ne pas être accusés de pollution lumineuse, il leur faudra penser à éteindre, la nuit. ■

Rajneesh Mark Etting

* Même procédé que l'ennéagramme* classant en neuf profils types (individualiste, altruiste, meneur, etc.). «Dieu et Dieu font neuf», et «Ça soufi comme ça», Lulu n°86-87, novembre 2014 ; «L'étoile à neuf branches au catalogue», Lulu n° 76, mai 2012.

À bien garder Osho

Se revendiquer d'Osho, faut oser.

OSHO, c'est l'alias de Bhagwan Shree Rajneesh. Un «sex guru» prônant le coït comme expérience mystique, collectionnant Rolls (plus de 90), bagues, montres et bijoux en diamants. Implantée en Oregon dans les années 1980 où les adeptes jugés «négatifs» étaient dénoncés dans l'enceinte du camp gardé militairement, la secte décrète la majorité sexuelle des enfants dès 8 ans. Adepte des provocations anti-sémites et des blagues grave-

leuses, le «dieu cosmique» mort en 1990 a toujours des milliers d'adeptes en Inde et en Europe. Depuis Zurich, la fondation veille sur les marques déposées Osho® et «méditation dynamique»®. En 2018, puisant dans les archives de la secte, la série documentaire Netflix Wild wild country a ravivé cette mémoire trouble, jusqu'à l'empoisonnement des restos du patelin voisin qui a conduit les adeptes en taule. Il faut se méfier des voisins aux airs patelins. ■

Service du personnel

Les Nantais privés de l'accomplissement en soins intensifs.

PHOSPHORANT des «utopies pragmatiques» avant les municipales, le «Labo 258» de Johanna Rolland imaginait «un carnet de trois séances de développement personnel par an offert à chaque Nantais-e». «Proposition non retenue pour le programme municipal» explique aujourd'hui la Ville à Lulu. À la louche, juste pour 250 000 Nantais adultes, c'était au moins 30 M€ par an. Un chiffre à méditer. ■

Tantralala

Non mais là mais n'importe coït.

DISCIPLÉ d'Osho, le mentor de Magnen, Dominique Vincent, se fait appeler Swami Anando Masta*. C'est un des leaders en Europe d'Osho, que le rapport parlementaire Les sectes en France paru en 1995, recense sous le numéro 29. Admis comme «initié» par le maître Osho qu'il a rencontré en 1997, Vincent animera des séances dans son ashram au Maharashtra. Vincent prétend «faire parler, prêter sa bouche à ses organes sexuels», vante le «feu sexuel pour la montée de l'énergie à l'intérieur de soi». «Heureux le yogi tantrique qui rencontre une femme éveillée et qui prend refuge dans sa vulve», lâche-t-il, assorti de ce commentaire masculiniste : «C'est pas une question d'éjaculer plus et mieux, c'est une question que toute énergie remonte.»

Frère lumière

«Nous pouvons devenir Gou-Rou, ce qui étymologiquement signifie obscurité et lumière, ou celui qui dissout l'obscurité, continue Vincent. C'est l'aboutissement du processus quand nous sommes devenus complètement lumineux.» Vincent évoque même les «biophotons» invisibles à l'œil nu qui formeraient la lumière enchantée de l'aura (l'actualisation de l'auréole des images pieuses) et porteurs de pouvoir d'autoguérison enfouis. Son site «Tantra au cœur de l'être» publie le témoignage d'une femme qui le remercie d'une guérison du cancer du pancréas, grâce aux «bienfaits du jeûne». Sur le tantra qui inspire le Jeu du roi-reine : «Ainsi telle personne en abordant le chakra du cœur a rencontré et ressenti les émotions de ses ancêtres gazés à Auschwitz, ce qui a contribué à la guérison de son cancer des poumons». No comment. Et c'est de ce gugusse que les élus apprennent à plonger en eux-mêmes. Sans scaphandre. ■

* Traduction : «l'ivresse extatique du derviche».



L'insoutenable condition des soutiers de l'info

Presse locale : dernières nouvelles

des dernières roues de la charrette.

LES CANARDS ont leurs honorables correspondants, employés à discrétion, soumis à la discrétion. Le 27 janvier, *Ouest-France* vante sa nouvelle appli, «lien privilégié entre les lecteurs et la rédaction plus proche de vous». Sur huit pages d'autocélébration, 56 trombines de journalistes, quatre de lecteurs, zéro correspondant local de presse. Ces 2400 invisibles (pour 550 journalistes) réalisent pourtant jusqu'à 70% du contenu du journal. Seul le nombre de ces soutiers est mentionné, sur la une et dans deux articles, mais jamais incarné. Leur travail au jour le jour, leur rôle dans la rédaction? Pas une ligne. Escamotés. De vrais fantômes. Pour les 77 titres de Publihebdos (filiale *Ouest-France*), 270 journalistes à carte, un millier de correspondants locaux. À *Presse-Océan*, 46 journalistes, 120 correspondants.

Caste de presse

La différence avec les journalistes? Pas de carte de presse*, pas de salaire, juste des honoraires au coup par coup. Même si le travail est le même, même si leurs articles garnissent le même journal que ceux des journalistes payés au mois. Dans les rédactions, l'esprit de caste existe toujours, les journalistes permanents se vivant au-dessus des journalistes pigistes, les correspondants se faisant rappeler régulièrement qu'ils sont bien loin des compétences du métier. Et le premier qui râle risque l'éjectabilité immédiate. Fin 2019, des correspondants rechignent à couvrir la prochaine soirée électorale des municipales, payée 10€ (et royalement 16€ pour deux communes). Leur



chef, le directeur départemental du 44, leur répond avoir «besoin de travailler en confiance et si cette confiance est rompue, nous nous donnons la possibilité de cesser cette activité complémentaire avec vous», rapporte une ancienne CLP qui a claqué la porte depuis. Marche au pas, ou dégage. «On peut être recruté sur un coup de fil et viré par message sur son répondeur téléphonique. "Fin de collaboration": c'est le terme utilisé» explique un de ces soutiers jetables. Pour le correspondant de Vertou d'*Ouest-France*, 19 ans de

service, «peu à peu, les liens "matériels" entre le journal et les correspondants ont disparu. Plus d'indemnités pour circuler, plus de fourniture d'appareil photo et bien sûr pas d'ordinateur. Nous sommes dans l'ubérisation. Le formatage de nos articles nous oblige à accomplir un vrai travail de secrétaire de rédaction. Ramener un texte de 80 à 70 lignes peut demander plus de travail que la rédaction elle-même.» En vingt ans, un autre correspondant dans le secteur du vignoble a vu ses revenus dégringoler de 800 à 250€ pour le même inves-

tissement de temps. Et les tarifs OF sont les moins pires de toute la France.

Titre accessoire

Créé en 1987, le statut de correspondant précise que c'est un job d'appoint, «à titre accessoire par rapport à une autre activité professionnelle». Un truc d'artiste de complément. Et vaut mieux s'autoplafonner à moins de 770€ par mois, sinon il faut cotiser à l'Urssaf, caisses retraite et maladie, et là, c'est la sous-misère. Rester sous ce plafond n'ouvre

aucun droit à indemnisation chômage. Malgré la précarité et la paie riquiqui, c'est pour certains le seul revenu. Ni salarié, ni inclus dans les effectifs, sans contrat de travail, ce «travailleur indépendant» est pourtant très dépendant du journal pour qui il gratte, le barème de ses honoraires lui étant imposé par le journal.

L'impensé du compensé

D'abord collectif des CLP d'*Ouest-France* de Loire-Inférieure, le collectif s'est élargi à toute la France, déclaré en préfecture de Nantes en février 2021. Entre septembre et décembre, cinq communes** ont voté un vœu demandant «une reconnaissance statutaire et une véritable rémunération» et, après les réductions en temps de covid (moins d'éditions, passées de 53 à 12 lors du premier confinement, moins de place pour l'info locale), «une compensation pour tous les correspondants oubliés de la presse, ubérisés, sans protection, sans droits». Le plan d'aide à la presse les a carrément passés à la trappe, malgré la promesse du gouvernement, le 27 août «de lutte contre la précarité des professions les plus fragiles du secteur (pigistes, photjournalistes, correspondants locaux de presse, vendeurs, colporteurs, etc.)» Mais si on n'a pas grand chose, quand ça se réduit à peau de chagrin, il n'y a pas de quoi se chagriner. ■

Berthe Londral

* Attribuée si plus de 50% des revenus proviennent d'une entreprise de presse, pas du tout selon des qualités professionnelles.

** Guenrouët, Corcoué-sur-Logne, Les Sorinières, Trignac, La Chevrolière.

Triple buzz

Ouest France pas gêné de la niouze

POUR nourrir son site web et courir après l'audience, le toujours très vertueux *Ouest France* achète des articles bas de gamme. *Ouest-France* et 20 minutes «complètent, en toute discrétion, les articles de leurs rédactions et de l'AFP par des textes venant de NewsGene, une agence spécialisée dans le référencement» (Arrêt sur Images, 05/02). Dix à 20 articles par jour. Des thèmes à clics (santé, animaux, insolite), des écrits mal sourcés, rédigés à la chaîne en pillant à la va-vite

d'autres journaux, sans vérification, hop, c'est bon pour le buzz. NewsGene paie chaque article 15 à 20€ à des rédacteurs autoentrepreneurs dans le besoin. Interviewé par un de ses journalistes pour vanter la nouvelle appli smartphonique d'*Ouest-France* (27/01), le rédac en chef a fait l'impasse sur ces articles low cost, assurant une égalité de traitement et de qualité entre le papier et Internet : «L'éthique est la même. La seule différence, ce sont les outils.» Un rappel très utile. ■

Sarkozy fan tutte

L'HÉRITIÈRE d'*Ouest-France* Jeanne-Emmanuelle Hutin, qu'on n'appelle plus «Buisson Ardent»* -elle a passé l'âge qu'on lui rappelle son passé de bonne sœur ratée - a toujours des pudeurs de jeune fille. «Un pesant malaise et une grande inquiétude font suite à la condamnation de Nicolas Sarkozy à une peine de prison ferme. Du jamais vu pour un ancien président de la République!», s'ofusque madame (*Ouest-France*, 06/03). Niant toute «perspective

partisane», l'éditorialiste maison doute de «la proportionnalité de la peine au regard des faits», cite avec complaisance Sarko qui se dit «condamné pour ce que je n'ai pas fait», zappe les motivations du jugement et lâche : «N'entrerait-on pas dans une société du soupçon généralisé si les liens d'amitié servaient d'indices de corruption?». Voilà Sarko bombardé général... ■

* Elle signait Jeanne Ardent à ses débuts.



À la fortune du porte-crayon

RÉGULIÈREMENT, *Ouest-France* et *Presse-O* publient des annonces pour recruter des correspondants. Un boulot payé 4 à 5€ l'heure, sans défraiement pour les déplacements (avec son véhicule perso), ça ne se bouscule pas. Le grand article réglé 24 à 26€, mais quand même 4€ de plus pour une photo. L'article court est à 7€. Mais *Ouest-France* promet le gros lot : 20€ pour cinq à dix photos, et 20€ pour une vidéo + photo + article! Pas de quoi ouvrir un compte en Suisse. Pour créer des vocations, les journaux vantent «la disponibilité, la curiosité, le sens de l'initiative et l'envie d'aller à la rencontre des acteurs locaux.» Parfois, un article de journaliste fait la retape : «Dans le vignoble nantais, elle se nourrit du plaisir d'écrire et de la richesse des rencontres. Ça vous tente?» (*Ouest France*, 20/02/2020). Déjà nourris, on se demande pourquoi il faudrait, en plus, les payer. ■

Pirates!

Le boss de Tipiak s'évite le bain

Soulagement : la mort de l'ouvrier n'affecte pas la carrière du directeur.



ÉMOTIONNELLEMENT, les big boss de Tipiak ont passé un sale moment, mais là, ça va mieux. Quarante mois après la mort de Sébastien, un de ses ouvriers, écrasé sous un big bag de semoule dans l'entrepôt de Saint-Aignan de Grand Lieu*, Tipiak a été condamné le 12 janvier à 39800€ pour homicide involontaire, manquement à l'obligation de sécurité, indemnités à la compagnie de l'ouvrier décédé** et frais de justice.

Quand on vient de boucler un chiffre d'affaires net consolidé de 199,1 millions d'euros, soit 2,5 % de mieux qu'en 2019, on peut garder le sourire. D'ailleurs, à la sortie de l'audience, le staff de dirigeants (DG, DRH, directeur industriel, directeur du site et responsable R&D) s'esclaffait ouvertement, mais sans partager son hilarité avec le groupe à quinze mètres d'eux, la compagnie de la victime et ses collègues cégétistes de Tipiak, parties civiles.

Tipiak meurtri sélectif

Pour évacuer le stress d'avoir risqué le bain, il faut savoir se détendre. Le lendemain de cette rigolothérapie, le directeur du site Jérôme Fort a reçu toute la compassion d'Ouest-France qui a titré « Cet accident mortel, "Le drame de ma carrière" », citant le dirlo qui, « la gorge nouée » à l'audience, a déblatéré que « la sécurité est dans l'ADN de l'entreprise ». Après le jugement qui pointe pourtant bien l'absence d'ADN sécurité, nouveau titre apitoyé d'Ouest-France : « Tipiak en partie relaxée » (même titre pour

Presse-Océan). Les juges n'ont pas retenu l'homicide involontaire contre le dirlo, mais l'ont quand même condamné à 2000€ pour son sens peu scrupuleux de la sécurité. L'article reprend les lamentations de l'avocat de la boîte : « On veut faire passer une entreprise familiale et meurtrie pour un mastodonte économique, qui aurait mis en péril la sécurité de ses salariés pour le rendement. » Cet esprit de famille « meurtrie » et ce souci de la carrière du directeur, n'en parlez pas aux deux jeunes enfants privés de leur père, ça pourrait leur rester en travers de la mémoire.

Le familialisme blessé

Le 5 septembre 2017, le jour de l'accident mortel, pas question pour Tipiak d'arrêter l'usine. Et si la production n'a pas repris l'après-midi, c'est que les ouvriers ont refusé de retourner au taf. Le lendemain, cette bonne boîte « familiale et meurtrie » leur a reproché ce débrayage, vite décompté de leurs congés, le responsable production les accusant « d'être partis pour aller faire leurs courses »...

La tache de sang laissée au sol par le corps ne sera nettoyée que plusieurs semaines après les faits, malgré de nombreuses relances des salariés auprès de la direction qui ne voyait pas où était le problème.

Un an après ce drame, la même direction « familiale et meurtrie » a refusé les dix minutes demandées en hommage à la mémoire de Sébastien... La quasi totalité des salariés a donc débrayé un quart d'heure, illico décompté

du temps de travail par les zélés familio-meurtris. Tout ceci n'a toujours rien à voir avec le rendement. Avoir fait conduire un engin sans la formation ni l'habilitation légale? Il n'y avait pas de plus petit chariot dispo ce jour-là. La voie trop étroite pour manœuvrer? Optimisation rationnelle de l'espace de stockage. L'oubli de la mise en garde de l'inspection du travail un an avant, sur le risque de chute des big bags de semoule empilés? Du pragmatisme industriel, rien à voir avec le rendement. Les juges, pas sympas, ont récuser toutes les accusations reportées par

Tipiak sur le cariste décédé. Roulait trop vite? Improbable. Pas descendu du chariot du bon côté, sans respect pour la consigne de sécurité? Pas le choix, vu l'étroitesse de l'allée cernée de sacs de farine et semoule. La préoccupation de la sécurité? Juste une phrase à la barre du tribunal.

Chariot chaviré

D'autant que l'ADN a encore sérieusement bugué le 7 février dernier. Nouvel accident de chariot élévateur dans une des équipes de deux caristes qui, seuls dans l'usine, font douze heures d'affilée le week-end. Fatigue, rythme de travail en horaires décalés, cadences, tout ça n'aide pas à conduire sereinement ces engins. La fourche montée au lieu d'être descendue a accroché un tuyau en l'air et le chariot a chaviré, le chauffeur dessous. C'était dimanche et les deux ouvriers travaillent dans des zones éloignées, sans se voir donc. Le bipeur PTI (Protection du travailleur isolé) servant à alerter ne marche pas bien. Les deux jambes cassées (cinq fractures en tout), le chauffeur du chariot a dû ramper sur près de 70 mètres pour avertir son collègue. Encore des ouvriers qui veulent dramatiser la carrière de leur patron... ■

Pierre Labay

* « Période décès prolongée chez Tipiak », Lulu n° 107-108, décembre 2019

** D'autres demandes concernant les préjudices subis par les deux enfants de la victime seront traités par une juridiction sociale.



Uberoo

Deux fois rien en deux-roues

Ça va ou quoi? T'as la forme ou la plateforme?

TROUVER un job tout en musardant, c'est ce que vante Uber Eats : « Découvrez toutes les facettes de votre ville en effectuant des livraisons » et surtout « gagnez de l'argent à votre rythme ». Quatre euros pour deux kilomètres parcourus, mais huit euros pour huit kilomètres effectués. Cherchez l'erreur. Le rythme, c'est la course, et plus on court, moins on est payé. Pour Uber, la course ne commence que le panier en mains après que le restaurateur a ouvert sa porte, vérifié l'identité (souvent, parfois, de temps en temps) et donné la bouffe à livrer. Mais un conseil, ne tardez pas car Uber peut vous rappeler pour une double commande! C'est sa tournée pour un autre client mais pour vous, c'est la même! Chez Uber, deux commandes mais une seule course rémunérée! Quand on aime, on ne compte pas. Deliveroo fait encore plus fort : la course de deux bornes est payée 2€. Des tarifs dénoncés en novembre et décembre dans les rues de Nantes par 200 livreurs en colère. « On bosse, on est exploités et on ferme notre gueule en attendant d'être reconnus et d'avoir un titre de séjour », ajoute Ibrahim.

Pendant ce temps, l'État ferme les yeux, Uber et Deliveroo ramassent leurs jackpots, les livreurs sillonnent toujours les rues. Nantes depuis quatre ans, Ibrahim a trimé pour les deux plateformes : « Deliveroo ne paie pas, mais ils ne t'emmerdent pas avec la reconnaissance faciale et la fermeture des comptes. » La traque au bon faciès, c'est une spécialité d'Uber dont le siège nantais, rue de la Fosse, veille au grain, et même au pixel. Un contrôle subi au quotidien par Ibrahim : « Quand on arrive chez le client, on prend une photo de l'immeuble et on l'envoie à Uber pour valider la course. Mais ça ne suffit pas. On nous demande aussi notre photo! Or ils savent très bien que la majorité des livreurs sont sans papiers et qu'ils ont été aidés pour obtenir le statut d'auto-entrepreneur. » Alors une nouvelle course commence pour rejoindre dans les meilleurs délais - et souvent trop tard - le propriétaire du compte. « On te ferme le compte mais on se réinscrit. On n'a pas le choix si on veut manger et trouver un toit. » En grande majorité, ces livreurs sont sans-papiers. À partir de 22 h, ils sont les seuls à redécouvrir inlassablement « toutes les facettes de la ville ». ■



La république en démarche L'air, est-ce eux?

Le marchand de responsable est passé.

NANTES, clairon clairon, tambour, trompettes trompettes, est n°1 au championnat national de la RSE. La fondation Oïkos a mis la métropole nantaise au top du hit-parade des cités où les boîtes de plus de 200 salariés sont « engagées dans une démarche RSE ». La respon-

sabilité sociale des entreprises à la nantaise plastronne à 39,13 % de sociétés engagées, chiffre croisant les comptes LinkedIn mentionnant un responsable RSE et les déclarations des CCI et métropoles. Quelle démarche? On peut avoir une démarche boîteuse,

avancer, reculer. La production d'un rapport RSE annuel, alias « reporting extrafinancier », n'est obligatoire que pour les boîtes cotées en bourse, de plus de 500 employés ou de plus de 100M€ de chiffre d'affaires. Nantes métro a mis en place une plateforme qui distille du responsable décliné en « télétravail, numérique, marque employeurs ». La responsabilité, c'est juste de la gestion d'image de marque. ■



Toujours pas

Le séquellisme ne passera pas

Maire de Bouguenais, du passé, elle fait table rase.

QUALIFIÉE de facho et de raciste sur des murs, la bourgmestre de Bouguenais Sandra Imperiale a eu le soutien de l'asso des maires de Loire-Inférieure qui y voit une « agression commise contre la démocratie et la République ». Rappel: madame Impériale n'est pas facho. La preuve: contre l' élu minoritaire Mathias Girard qui lui a balancé des « séquelles de fréquentations, jadis, d'élus de la droite brune ou intégriste », elle a dit aussitôt en juin 2020 qu'elle portait plainte. L' élu n'a jamais eu de suite, et le cabinet Impériale, deux fois sollicité, n'a pas souhaité répondre à Lulu.

Le CV de madame Impériale comme candidate aux municipales évoque son job d'attachée parlementaire pour deux députés, mais sans les nommer. Étrange quand on veut signifier ses filiations politiques. L'un de ces députés, Guy Tessier, a été traîné devant les tribunaux pour propos racistes après avoir dit que « jeter des débris par terre relève de "l'africanisation" du comportement des Marseillais » (Le Figaro, 05/05/2014). Bonne fille, la justice l'a relaxé. On voit bien que madame Impériale a raison. Peu importe que Guy Tessier ait milité dans sa jeunesse à l'Ordre Nouveau (Le Ravi, février 2006) et qu'il soit « accusé jusque dans son propre camp de contacts avec le Rassemblement national » (Europe 1, 03/07/2020). L'autre député qu'elle a assisté est Daniel Garrigue, cofondateur du très droitier Club de l'horloge en 1974, et qui dans sa ville de Bergerac, approuve quand la Caf coupe en juin 2018 les subventions à deux maisons de quartier ouvertes tard en période de ramadan... Mais Sandra Impériale est désormais détachée parlementaire. C'est comme ça qu'on dit quand on essaie d'effacer des taches. ■



Chouffe

Bouguenais, signe balance, ascendant parano

Citoyens participants, Voisins vigilants, qui va gagner ?

EN LOIRE-INFÉRIEURE, le site de Voisins vigilants liste 1203 « communautés » (contre 388 en décembre 2015). À Treillières, première commune du département à adopter le très similaire système « Participation citoyenne » en 2014, deux protocoles sont signés, pour une rue et un lotissement, alors que Voisins vigilants couvre huit groupes de rues et secteurs. Mais les panneaux arborent pareillement le même œil scrutateur : c'est pas Dieu, c'est le voisin.

À Bouguenais, Sandra Impériale incite aussi à dénoncer incivilités et cambriolages « ou plus, et l'insécurité en général, surtout depuis le déconfinement ». La solution : Participation citoyenne, qui ajoute WhatsApp et Facebook pour balancer les coupables de « tout fait particulier » et autres suspects de son quartier. Pour monter ce protocole de passion participative liant mouchards patentés, mairie et gendarmerie, Bouguenais a formé en février 37 référents qui devraient gérer 200 surveillants civils chargés de mater sans stig-

mater: « Ce n'est ni de la délation ni de la stigmatisation », dit Sandra Impériale qui « ne veut pas que Bouguenais soit un petit Belleoue ». Loin de tout stigmatiser, elle prône donc un « repérage intelligent, pour être solidaire vis-à-vis des incivilités (sic!) ou plus » (Télé-nantes, 09/10/2020). Bouguenais capitale de la solidarité incivile. Si, entre dénonciation et délation, son cœur balance, pour les sociologues, cette tendance à balancer, le nez au rideau, réalise « une interaction entre surveillance effective/possible et peur d'être surveillé, qui travaille les manières d'être et de penser ». La culture de la suspicion est autant un marché qu'un projet politique : « penser comme la police » et y penser tout le temps, « procédé disciplinaire en soi »* accompagne la résignation ambiante au flicage et au contrôle généralisé.

Lors de la rencontre présentant Participation machin, le 13 novembre, un des gendarmes a un peu débiné Voisins vigilants: « C'est à but commercial, faut acheter les panneaux, et les renseignements ne remontent pas à la gen-

darmerie ». C'est pas sympa pour les 21 « communautés Voisins vigilants » de Bouguenais, dont les braves paroissiens sont incités à basculer sur le nouveau dispositif, avec une microformation gratuits et fissa, offerte illico au micro. Les comportements suspects? Facile: « des individus qui marchent à pied dans le quartier » ou ceux « qui regardent plus les jardins que la route ».

« Toutes les actions sont bonnes à prendre, explique à Lulu Thierry Chicha, le président fondateur, il y a 19 ans, de la société Voisins vigilants basée à côté de Marseille, on n'est pas du tout concurrents: dans de la plupart des communes où les deux dispositifs sont en place, les référents Voisins vigilants le sont aussi pour Participation citoyenne ». Le slogan de Vigivoisins, « Si je n'alerte pas la police, mon voisin le fera! » peut donc se partager entre soi et soi. ■

Carrie Pétoche

* La société de vigilance. Autosurveillance, délation et haines sécuritaires. Vanessa Codaccioni, éd. Textuel.

50% de perte

L' élu flic harceleur harcelé

La vengeance est un plat qu'on se mange dans la gueule.

IL Y AVAIT deux adjoints flics dans la majorité bouguenaisienne. Un retraité, Lucien Berre, et un autre en activité, Sylvain Avril, mais, pas de chance, ce délégué à la vidéosurveillance a été condamné en janvier à quatre mois de prison avec sursis pour harcèlement d'une ex-compagne. Et hop! Le voilà exclu du groupe, ses délégations retirées. Dans son boulot, re-pas de chance, il s'occupe des violences faites aux femmes. Furax de s'être fait larguer par cette femme qu'il a connue sur un site de rencontres, il a puisé dans des fichiers de cartes grises pour trouver l'adresse parents de cette ex, enseignante, et a écrit au rectorat pour la dénigrer, après l'avoir balancée à la Caf pour une fraude imaginaire qui a déclenché des contrôles pour rien. Au sein de la maison poulaga, l'affaire, connue, l'a fait sanctionner : muté d'office dans le Maine-et-Loire. Zou! C'était avant la justice, et avant la constitution de la liste aux municipales, mais madame Impériale n'était pas au courant. Entre temps, le flic a même « harcelé le parquet pour que la procédure soit classée » (Courrier du Pays de Retz, 29/01). Rien à voir bien sûr, si début novembre, il dénonçait sur son compte twitter le « harcèlement hiérarchique dans la police nationale ». Ce démis d'office n'en démord pas: tout ça, c'est rien qu' « un complot de sa hiérarchie pour le faire tomber » (Presse-O, 18/02). Sur son compte, il se dit « futur ex-conseiller municipal » même s'il annonce au conseil municipal de février qu'il ne démissionnera que quand il aura reçu son jugement par écrit. Na! Et si rien n'arrive dans sa boîte, promis, il harcelera La Poste. ■

Aïe aïe aïe, zaï zaï zaï!

● Les maires persécutés

Après l'observatoire de l'agribashing, l'observatoire des violences faites aux élus propose aux victimes un « accompagnement procédural et psychologique ». Pour le référent départemental, Norbert Samama, maire du Pouliguen, « la nervosité est contagieuse », ce que « la crise sanitaire est venue accentuer » (Ouest-France, 24/11/2020). Samama a lui-même tâté du trauma l'été dernier: pour le concert en plein air du comité des fêtes, sanitairement, danser, c'est défendu. Deux olibrius se trémoussent sans masques. Un bénévole intervient, puis le maire, « mais les contrevenants ont été très agres-

sifs ». Un élu écharpé, vite une force d'interposition.

● Condamnée, la députennis s'en tape

Sandrine Josso, qui avait commencé son mandat de députée en boudant l'Assemblée parce qu'elle avait tennis avec ses rejets, vient de prendre une claque au tribunal administratif qui, le 2 février, l'a condamnée à un an d'inéligibilité. Pour les municipales à La Baule (rétamée grave dès le premier tour avec 4,16% des voix), la députennis avait rendu ses comptes de campagne six jours trop tard, sans validation par un expert-comptable. Inéligible mais restant élue, elle

ne fait pas appel: la sanction sera passée quand elle repartira aux législatives. Faut juste qu'elle pense à ne pas déposer sa candidature après l'élection.

● La réplique insultante

Pour Xavier Perrin, élu socialo à Saint-Naz, le camping, c'est insultant. L'opposante Capucine Hauray réclamait des réquisitions de logements pour ceux qui dorment dehors après les expulsions à répétition du squat Géronimo: « Je connais des gens qui montent leur tente tous les jours. Vous l'avez sûrement fait en camping, mais y vivre en étant traqué, c'est autre chose », dit-elle. Adjoint au numérique, aux finances, à l'éducation,



et sans doute à la susceptibilité, Perrin rétorque: « Vous êtes méchante, madame. À présent, je plante une tente pour faire du camping... »

Comment vous faites-vous une idée aussi noire? » (Ouest-France, 11/02). Camper, quelle horreur. Les sardines protestent. ■

● De quoi le dialogue est-il le nom ?

La Ville des Sorinières a embauché une « chargée du dialogue citoyen », doublement diplômée, en sociologie de la démocratie participative et en science po, spécialité « ingénierie de la concertation ». Son premier chantier: « La méthodologie pour le projet "Trouver un nom à la médiathèque" » (Ouest-France, 02/03). Seul un panel de livres représentatifs participera à la consultation. ■

Léo engrange

Le périscolaire en péril de périlclitation. Léo-Lagrange comme patron, c'est pas la joie.

ENTRE LES disponibilités des parents et le temps de travail des instits, les petites mains du périscolaire bouchent les trous, matin, midi et soir. Un super boulot, si on aime la précarité, la paie plancher, et la flexibilité qui brinquebale d'une école à l'autre du jour au lendemain. Avec le changement d'employeur en 2018, leur situation a empiré. Déprime, fatigue, démissions. Jusque-là, les 800 salariés (dont 600 animateurs) de l'asso Nantes action périscolaire se chargeaient (depuis 1984) des marmots à l'école hors du temps scolaire, dans les 114 écoles publiques nantaises, maternelles et élémentaires : autour de 1600 mômes à occuper le matin, 14000 à la pause du midi, 4200 le soir.

Le bonheur dans la joie

En juin 2018, ces périscolaristes apprennent par la presse qu'un appel d'offres les a vendus avec les meubles à la fédération Léo-Lagrange, très proche du PS*. À la rentrée 2019, Léo-Lagrange livre sa vision de la joie dans le bonheur de l'épanouissement. Quatre pages tartinent sur les « lieux de partage de valeurs communes », le « respect des rythmes et besoins de l'enfant », et évidemment son « bien-être », tout en jurant « créer les conditions de paroles, d'écoute, de dialogue et de respect, permettre aux familles de mieux connaître le périscolaire et participer à des temps de vie ». Les parents seront informés, bichonnés, écoutés, leurs enfants super choyés par des animateurs et animatrices vantés pour « leur professionnalisme et leur exemplarité ».

Le réel dans le baba

« Quand j'ai postulé en 2018, ils m'ont fait rêver, confie Alice**. Je pensais qu'on allait pouvoir valoriser le métier d'animateur. » Le rêve s'est salement gaufré. Léo-Lagrange embauche un maximum de « volants » assignés à plusieurs écoles autour de chez eux : « J'étais informée par un coup de fil, sur mon portable perso, de l'école où je devais aller, au jour le jour, parfois à la dernière minute pour faire office de bouche-trou. » Les volants s'épuisent en vol. « Comme si connaître le quartier, les parents n'avait aucune importance », soupire Élise**. Pour les nouveaux recrutés, Léo-Lagrange est peu regardante : « Aucune formation, aucun diplôme requis. Même chez les cadres, certains n'ont pas le di-

plôme de directeur. »

Formations à distance

Remontés, quelques salariés rejoignent Sud santé sociaux, qui appuie en janvier 2019 une grève contre les conditions de travail dégradées, « l'absence de reconnaissance et de considération, un management agressif à coups d'intimidations et de convocations arbitraires, et le mépris de la direction ». Quand les petites mains veulent voir Vincent Séguéla, le boss de l'asso, il admet un défaut de communication, mais demande du temps pour régler ça, d'autant que « Nantes n'a pas donné les bonnes infos... ». La convention avec la Ville parle pourtant clairement de « compétence, expertise, projet de territoire, formation et professionnalisation : les animateurs au cœur du projet ». Léo-Lagrange finit par fournir un plan de formation pour 2021, qui aurait dû être posé dès le départ à en croire le cahier des charges de cette délégation de service public. Le hic : des formations en éducation populaire à distance c'est « un non-sens dans nos professions, mais ça coûte moins cher (le matériel n'est même pas fourni !) et les gens se rencontrent moins. »

Un confinement tout bénéf'

Premier confinement : tout le monde au chômage partiel. De mars à juin, tout bénéf' pour Léo-Lagrange : « 70 % de notre salaire versé, financé par l'État, alors que, à notre connaissance en tout cas, la dotation de la Ville est inchangée. » L'employeur ne compense pourtant pas les 30 % manquants. Alice a bien voulu bosser dans les écoles ouvertes pour les gamins de soignants : « On pensait avoir droit à la prime covid, comme nos collègues agents d'entretien et de restauration de la Ville, mais on nous a répondu que c'était du volontariat, qu'ils n'étaient pas tenus de nous verser cette prime. »

Une hémorragie de salariés

Écœurée, Alice a tenu 18 mois. À sa demande de rupture conventionnelle, aucun retour. « J'ai fini par démissionner par recommandé avec accusé de réception, j'ai effectué mon préavis et point final. » Depuis le changement de gestionnaire, près de la moitié des salariés ont jeté l'éponge : « Une grosse perte. Beaucoup étaient directeurs du périscolaire, diplômés, et connaissaient le terrain », note Élise. Selon l'appel d'offres, Léo-Lagrange avait l'obligation légale de conserver les salariés en place, sans rogner les salaires. Face à l'hémorragie d'employés partant « de leur plein gré », il a fallu recruter à tour de bras, mais sans 13^e mois : « L'inégalité entre salariés occupant le même poste est contraire aux valeurs de l'éducation populaire dont se réclame Léo-Lagrange », souligne Élise. Sur le site Indeed, Léo-Lagrange publie largement des annonces pour recruter des animateurs en CDI... qui apprennent à l'entretien d'embauche que ce sera finalement un CDD, contrat



précaire, de vacances à vacances : « 5h à 28h/sem (du lundi au vendredi), 10,62€ brut/h, période scolaire uniquement. » Pas de congés à payer : bien plus avantageux que le CDI annualisé pour l'employeur qui, quand ça tire, préfère l'intérim.

« On a découvert un monde »

Faut dire que l'échelle a changé. Léo-Lagrange, grosse boutique, chiffre d'affaires globalisé, a 8000 salariés en France. Gros budgets, rentrées garanties, le périscolaire paraît le plus juteux. 16,8M€ par an à Nantes avec un bonus de 800000€ de plus que le prédécesseur Nantes action périscolaire. « Léo-Lagrange a trois grandes branches : l'animation, dont le périscolaire, très rentable, la petite enfance, à l'équilibre, et la formation, déficitaire mais assurant une belle vitrine. D'après les comptes rendus de CSE au national, les bénéfices des secteurs rentables et les économies réalisées à coup de précarité et de moins-disant social sur le dos du petit personnel compenseraient

Le midi, c'est garderie

LE LABEL Jeunesse & sports impose 14 mômes maxi par animateur en école élémentaire matin et soir, 12 en maternelle. Mais pour midi, rien n'est dit. Léo-Lagrange en profite pour exploser des normes en réduisant ses frais de personnel : « Avec parfois 35 enfants à gérer, on est considérés comme des surveillants », raconte Alice. Pour assurer les trois services d'accueil, matin, midi, soir, certains font six allers-retours domicile-travail par jour, d'autres restent sur place et, de fait... travaillent bénévolement. L'obligation d'avoir dans chaque école une personne au moins titulaire du PSC1, le diplôme de formation premiers secours ? On en reparlera aux deuxièmes secours. ■

les pertes des gros salaires et frais de missions de cadres et formateurs. » Le contrat de trois ans de délégation de service public a été prolongé d'un an, jusqu'en juin 2022, le cahier des charges exigeant « une formation des animateurs à hauteur des besoins ». Mais, entre épuisement et colère, certains réclament maintenant que Nantes vire Léo-Lagrange « qui n'apporte que du moins », et repense l'animation municipale : « recrutement, formations et salaires à la hauteur des besoins pour des

projets pédagogiques de qualité. Pour de vrai... » Ils se croient dans un dessin animé ou quoi ? ■

Léon Lagrange

* Son président est Yves Blein, 42 ans au PS, poursuivi en justice pour détournements de fonds publics via Léo-Lagrange et relaxé en 2011, dernièrement passé macroniste, député En Marche, dix ans directeur général de Léo-Lagrange, puis vice-président et désormais président depuis octobre 2020.

** Les prénoms ont été changés.

Post-Saint-Père Travail au noir au Safari parc (remake)

Seul point noir de l'humain corvéable, le pénible droit du travail.

AU MOMENT même où la ministre de l'Enseignement supérieur fustige les études post-coloniales, mises dans le même sac que l'islamo-gauchisme et le diable, à Port-Saint-Père, gendarmes et syndicats sont pris la main dans le sac. Ils ont bouclé une étude de terrain postcoloniale ciblant l'exploitation dans un resto du parc animalier de deux Sénégalais, frère et sœur (OF, 24/02), recrutés à Dakar. Elle faisait le ménage, le linge, la cuisine et dormait dans le resto. Donc pas de transport, empreinte carbone réduite, super écolo. Du coup, un peu d'argent de poche suffisait. Jardin, plonge, cuisine : son frère, sans papiers, sans contrat, était un peu payé, de temps à autre, en liquide. Avec tout ce liquide, le resto a fini par couler.

Le Safari parc renoue ainsi avec son passé, quand en 1994, le « village Bamboula », sponsorisé par la biscuiterie voisine, avait recruté 25 musiciens et artisans ivoiriens, femmes et enfants pour les exhiber en tenue folklorique, à côté des animaux sauvages. Ambiance. Boulot 7j/7 y compris pour les gamins, paie sous législation ivoirienne, pas de sécu. Assignés à leur lieu de travail, leurs passeports confisqués, ils dormaient sur place, entassés dans un dortoir. Bon, faut reconnaître, les chiffres sont à la baisse. En 1904, l'expo internationale de Nantes présentait au Champ-de-Mars un « village noir » avec « 120 indigènes », surtout Sénégalais. Les visiteurs n'ont pas su anticiper la postcoloniale attitude. ■



Imposition demain

Bolo prend du grade

Un retour in extremis aux impôts, ça en impose.

PÉTRI de talents, Pascal Bolo a quand même un défaut : il prend de l'âge. Bientôt, il sera au rencart. En 2020, l'élus aux finances et à la tranquillité publique a préparé son futur financier et sa tranquillité privée, faisant une demande de retour aux Impôts, l'administration dont il est détaché depuis 1997 pour suivre le sillage d'Ayrault, puis de Johanna Rolland, faute d'avoir pu s'iznogouder. Inspecteur des impôts de 12^e rang, le grade le plus bas, Bolo, matricule 155280 auprès de l'administration, candidate donc dans la catégorie « sélection IDIV encadrement » à un poste d'inspecteur divisionnaire, c'est à dire chef de service. Un joli coup qui peut faire gagner 400€ à sa pension de retraite, glissent les jaloux et les tripoteurs de calculette. Mais cette tardive carrière de repli n'en est peut être pas une. Si Bolo est nommé, il a trois ans pour demander un poste. Bien rare qu'il s'en libère à Nantes. Toutes les chances qu'on ne lui propose rien. Au bout de trois ans, s'il n'a pas eu de poste, il doit renoncer au grade. Sauf que, d'ici là, la magie du cours inéluctable du temps pourrait bien le voir à la retraite (il est né le 23 février 1962). Du coup, hop, sans jamais remettre les pieds aux impôts, il garde le grade divisionnaire pour le calcul de sa

retraite avec six derniers mois réhaussés offrant le joli bonus sur sa retraite du fisc, à cumuler avec son temps de multi-élu cantonal, nantais et métropolitain. Les salariés du fisc ont bien noté que le grand argentier de la ville de Nantes a fait un court passage dans leur administration, mais surtout pour faire le délégué syndical CFDT. D'ailleurs, récemment, pour voir s'il y aurait une place au chaud, Bolo a discrètement sondé la CFDT du centre Cambronne, qui l'a envoyé bouler. En hommage à Cambronne, sans doute. Certains de ses excolègues se souviennent de ses finasseries. En 1986, Bolo doit sortir de l'école des impôts de Clermont-Ferrand, mais, trop mal placé, il n'a aucune chance d'être nommé à Nantes. Redoubler sans suivre les cours, vaguement chargé des « relations stagiaires », surtout occupé à la CFDT, lui a donné un an d'ancienneté pour passer devant tous les nouveaux inspecteurs de la promo suivante et décrocher de fait son retour à Nantes. Trente-cinq ans plus tard, toujours aussi stratège, il ne gonfle sa retraite que pour payer plus d'impôts une fois rangé des voitures. Un véritable calcul collectiviste. Et pour son départ en retraite, sûr qu'il payera impôt. Un pot, pardon. ■

Rascal Lobo



Ripaton ripoliné

MONSIEUR Hulot en bronze, plage de Saint-Marc-sur-Mer, en est à sa dixième pipe chipée (*Presse-O*, 11/02). Cassée, remise, recassée, etc. Un genre de coutume taquine. Autre rituel: Le Voyage à Nantes parsème des œuvres d'art jusqu'à Saint-Nazaire où un pied droit géant, en pierre, a été installé en décembre sur la plage. À Noël, un plaisantin a peint bien propre en rouge les cinq ongles du panard. Ver-

nissage sauvage, en somme. Nettoyage. Le 10 février, reblasphème, un seul ongle est vernis, en jaune. «Nul ne peut dégrader une œuvre», tempête le Voyage à Nantes, furax, menaçant de plainte comme «à chaque fois qu'une œuvre vient à être volontairement endommagée», mais seulement «si une intervention de ce type venait à se reproduire». Une vraie incitation à poursuivre le rituel de l'art manucure populaire. ■

Trochisme

Article élogieux sur le général Trochu enterré à Thouaré-sur-Loire (*Ouest-France*, 01/02). Sans dire que ce catho monarchiste a colonisé dans le sang Algérie et Maroc, taisant sa piteuse déroute de Buzenval face aux Prussiens en janvier 1871, et son esprit capitulaire qui interroge : «traître ou héros», «incapable ou fanfaron» (*Le Télégramme*, 03/10/2004), sa démission forcée, et la célébrité due à ce mot attribué à Victor Hugo : «Trochu, participe passé du verbe trop choir». ■



Plus lourd que l'air

L'aéroport changé de train-train

L'avion en quantité limitée, relié à la ville par train. C'est le monde d'après à l'envers.

PANDÉMIE de plein fouet, le trafic passager à Château-Bougon a chuté l'an passé de 67 %, les zincs cloués au plancher des vaches, la faute aux chauve-souris et aux pangolins. Le mythe du progrès continu en prend un coup, mais donne enfin du sens à la médaille en chocolat de Nantes eurocapitale verte en 2013. Moins de CO₂ et de polluants dans les airs, moins de bruit pour les survols de l'agglomération, plus de zozios chantonnant pour les voisins de tarmac. Riverains et élus pro ND-des-Landes se répandent dans les canards locaux pour tenter de mieux faire oublier leur jusqu'au-boutisme libéral. Trois ans après l'abandon de la piste bocagère, ils feignent de découvrir les avantages du train reliant Château-Bougon au centre-ville, réhabilitant un des arguments assésés des années durant par les opposants au bétonnage des champs. Audace inouïe : la métropole envisage désormais une gare à l'aérogare, sur une voie ferrée créée en 1875. Dans le monde d'avant, le sujet de décongestionner la desserte d'un site fréquenté à 90 % par les bagnolistes était tabou. Faut dire que les parkings payants constituent une vache à lait pour le concessionnaire Vinci, et aupa-

ravant pour la CCI.

L'air raréfié

Surprise toujours. Les bourgmestres de Rezé, Bouguenais et Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, pas du genre décroissant, défendent timidement une autre idée avancée naguère par ces irresponsables zadistes : un trafic aérien plafonné, en hésitant sur le maximum à retenir, évoquant les 56 000 mouvements d'avions par an, cités en 2008 par les autorités comme limite acceptable pour justifier le transfert vers NDL. Mais panique: si une telle contrainte décourageait les futurs candidats à la gestion de l'aéroport? D'accord, l'affaire restera très juteuse. En 2017, avec quelque 55 000 rotations d'avions, Vinci a engrangé 79 M€ de chiffre d'affaires, 38 M€ d'excédent brut d'exploitation, et 17,4 M€ de bénéfice net, *duty free* compris. À ce niveau de goinfrerie, le vol (commercial) c'est une belle rente. Sans se mettre hors la loi pour réguler le trafic, les autorités disposent d'une base : le règlement européen n°598/2014 «concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports».

Low cost toujours

Petit rappel à l'heure de la sois-disant «transition écologique» :

le trafic local carbure aux compagnies *low-cost* et leur sens du dumping social et environnemental. Leurs vols représentaient en 2019 les deux tiers des 7,22 millions de passagers, contre moins de 0,5 % en 2005 pour 2,15 millions de voyageurs. Faux-nez de la duplicité jupitérienne, la «convention citoyenne», censée éclairer l'État sur les choix à opérer pour sauver la planète, aurait pu être l'occasion de rebattre les cartes, reprenant la proposition d'abandon des extensions aéroportuaires propres «à augmenter les émissions de gaz à effet de serre». Pas de bol, le projet de loi à l'étude prévoit deux exceptions en France, dont Nantes. Une ville exceptionnelle, on ne le brandira jamais assez. ■

Marcel Sado

* Selon les calculateurs SNCF et Aviation civile, l'empreinte carbone d'un vol Nantes-Marseille, c'est 86 kg de CO₂ (778 km) et 2,5 kg en train (986 km).

On s'gare où ?

Y a presque plus d'avions, mais les parkings covidés changent de nom. Opérateur de l'aéroport, Vinci a eu l'idée géniale : le «parking éloigné E1» s'appelle désormais «P10 éco», l'ancien «P1 Sud» devient «P3 proximité». C'est la révolution. C'était un communiqué de la sous-direction du stationnement et des manches à air. ■

Zadmonestations

Le manager au régime Carnet

Antizadiste un jour, antizadiste toujours.

AVANT d'être virés le 23 mars, les occupants de la friche du Carnet ont eu droit à la campagne. Maires du coin et les éternels antizadistes ont mené une campagne véhémement de squatbashing. À la tête du comité «Carnet emploi» fustigeant les vilains squatters de friche humide, Mathias Crouzet était déjà vice-prez du lobby antizadiste Les Ailes pour l'Ouest, du temps de la croyance en un aéroport bocagé. Il rejoue et surjoue le couplet des insupportables ultraviolents squatteurs. Ancien des jeunesses socialistes, soutien de Johanna Rolland au sein du «labo 258» de campagne aux dernières municipales, le

gusse est accessoirement community manager au département informatique de la Banque pop, capable de raconter des énormités, comme quoi les algorithmes et l'intelligence artificielle, ce serait «avant tout de l'humain» (*Journal des entreprises*, 16/01/2020). Quand il ne harangue pas les braves gens contre les méchants zadistes, le garçon traque un peu les pauvres avec un algorithme «détectant les comportements menant au surendettement». En surendettement, les zadistes du Carnet ne valent rien, ne consomment rien, à peine l'air ambiant. Ce serait pas du vol caractérisé de vent voué à l'éolienne, ça ? ■



Vitesse de point

LA VITESSE en bagnole? «Associée à la notion de plaisir», «défouloir, adrénaline», donnant «sensation de force et de plaisir» (*Ouest-France*, 06/12/20). La faute aux constructeurs qui «pourraient déjà bloquer la vitesse ou tout rendre automatique, mais on ne va pas tuer le commerce» note le participant à un stage de récupération de points. Même jour, un article relève trois voitures gaulées à 147, 156 et 190 km/h sur la route bleue Nantes-Pornic, limitée à 110 km/h. Dans un trimestriel gratuit édité à Sainte-Luce, vantant les bolides dernier cri, le critère retenu, c'est justement ce speed. La MC thermique Maserati annonce une accélération de «zéro à 200 km/h en 8,8 secondes» et «une vitesse de pointe de 325 km/h» (*Autographe*, n°5, automne 2020). La Delage D12 «une F1 homologuée sur la route», vendue 2 M€ pièce, mais on peut en acheter plusieurs, bien sûr (30 exemplaires prévus). Sachant que ce jouet plafonne à 360 km/h, calculez à quelle vitesse vous pouvez vider votre permis à points. ■

Lâche pas la patate

Touche pas à mon potager

Un jardin autogéré, vingt ans d'âge, menacé par un voisin ingérable.

PLANQUÉS entre des haies généreuses, aux lisières de Couëron et Saint-Herblain, reliés à une coulée verte bucolique, trois hectares de potager enchanteur font pousser patates, tomates et courges, bio et autogérées, à l'ombre de cabanes en bric de récup et broc de poésie. Ce jardin collectif vivrier nourrit une quarantaine de familles et individus. Il est né en 1997 d'un fort mouvement social de précaires et chômeurs liés aux luttes paysannes locales. Chacun cultive pour tous, bêche un peu ou beaucoup selon ses moyens, et ramène ce qu'il veut, selon ses besoins. Seul hic, le voisin.

Déjà en conflit avec les collectivités pour travaux sauvages et illégaux, dégâts des eaux inondant la route et mises en demeure dont il se contrefout, Jean-Philippe Turpin, maraîcher conventionnel déjà possesseur de 23 ha, jagne sur les terres du jardin collectif, que le propriétaire a voulu vendre, malgré un bail verbal - reconnu par le code rural - avec les jardiniers. Turpin voulait s'accaparer deux des trois hectares du jardin, mais la vente a été bloquée par les services de l'État de la Draaf, direction régionale de l'agriculture. Nantes métropole, Couëron et Saint-Herblain ont écrit à l'administration leur souci d'une « agriculture plus vertueuse » et « respectueuse de l'environnement », en débinant Turpin et ses pratiques indéfendables, malgré le label HVE (haute valeur environnementale) qu'il arbore, nouveau label de la culture « raisonnée ». Mais les jardiniers fédérés ne sont pas officiellement agriculteurs, ni cotisants à la mutualité sociale agricole, et ne peuvent donc acheter.

Fumasse d'avoir été retoqué par la Draaf, l'irascible voisin a barré fin février l'accès du jardin par des buttes de terre, puis par un grillage, a bloqué les voitures, multiplié injures, intimidations et menaces de mort. Il se dit prêt à brûler les cabanes et les gens dedans avec. « On va amener nos petits copains, c'est pas nous qu'on fera le boulot. » Début avril, son épouse furibarde lâche « Si tu tiens à ta vie, reste pas là », puis fonce avec les trois tonnes de son fourgon Mercedes sur trois habitués du jardin, dont Paul Blineau, paysan de toutes les luttes, 88 printemps, et de la ténacité à revendre. Les trois jardiniers n'ont évité l'assaut du fourgon que de peu, reculant in extremis sur la berme de la route. « Le rétro latéral m'est passé à cinq centimètres du visage », explique l'un d'eux. Les juristes ne reconnaissent pas le qualificatif de tentative d'homicide fourgonogéré. Mains courantes, plainte en gendarmerie pour « menace de crime contre les personnes », rien n'y fait. Le maraîcher furax va finir par stresser ses poireaux. C'est très mauvais pour faire de bon produits. ■

Arthur Lupin



Préfet à l'ouest

Didier fait le Martin

Quand la cour des comptes n'a plus cours, on se préfectoralise.

« JE NE SUIS PAS un préfet de métier », a-t-il dit en arrivant à Nantes en septembre 2020. Conseiller référendaire à la cour des comptes, détaché préfet depuis 2009, Didier Martin n'aboie pas, il assène juste les clichés. Nantais depuis l'été dernier, Didi Tintin dresse un portrait robot de la populace locale et se dit « frappé, ici plus qu'ailleurs en France, par l'hyperconsommation d'alcool et de produits stupéfiants » (20 minutes, 15/01). Les coupables? Trop alcoolisés. Les victimes, pareil. Les manifs? Même motif, même punition puisque « cette violence n'est pas sans lien » avec le trop-plein de ces produits.

On pensait pourtant avoir déjà touché le haut du panier du bas du front avec son prédécesseur, Claude d'Harcourt qui, en moins de deux ans, a cumulé casseroles et tragédie avec la noyade en juin 2019 de Steve Maia Caniço

provoquée par une charge de police, hiérarchiquement sous ses ordres, pour fêter la musique. Mais, en Macronie, depuis le trône de Jupiter jusqu'aux seigneuries de l'administration déconcentrée, l'exercice du pouvoir se veut totalement décomplexé. Didier Martin, l'ancien énarque, a dû trouver son corps d'origine ennuyeux, au point de demander très vite son détachement à la préfectorale. La casquette brodée de feuilles de chêne et d'olivier doit faire plus viril que les froufrous d'une robe de magistrat. Donc, pas de quartier dans une ville d'ultragauchistes défoncés. Aux premiers beaux jours, il édicte un arrêté préfectoral interdisant la consommation d'alcool sur les berges de l'Erdre. Un arrêté municipal existe déjà depuis 2005 pour tout le centre ville, excepté lors de la fête de la musique et pour les terrasses de bistrot. Ce Martin est vraiment un ultra. ■

Un éleveur embêté

PORCOPHOBIE à Saint-Gildas-des-Bois. Des paroissiens refusent d'accueillir 2998 jolis cochons, le double de l'élevage actuel. Lors de l'enquête publique, une opposante les dit « enfermés à perpétuité », mais c'est plutôt le couloir de la mort sans voir le jour de toute leur vie avant l'abattoir, 20% mourant avant le recyclage en chipolata. Espace vital: 0,7 m²... Mais le projet prévoit 0,1 m² de plus par porc. La concentration resurfacée permettrait de « maîtriser la chaîne d'engraissement et le traitement médicamenteux jusqu'à l'abattoir » (OF, 23/02), selon l'éleveur, dépité: « Être embêté comme on l'est, c'est décourageant. » Sans dire comment il préférerait être embêté. De quoi décourager l'embêtement alternatif. ■

Prix plancher

TRISTE nouvelle. La Cité des Trouduc de Bretagne n'est que 8^e au palmarès des villes les plus chères de France (CNews, 15/01). Un verdict humiliant dû au ridicule prix de l'immobilier (4151€/m²), plus de deux fois

moins cher qu'à Paris et Boulogne-Billancourt, sur les deux premières marches du podium. Preuve que les experts en séduction nantais ne se prosternent pas assez devant les investisseurs. En résumé: la danse du ventre tourne au bide. ■

Guichets perdus

Dans la gare de Nantes relookée en galerie commerciale, pas évident de dénicher les guichets relégués dans l'ancien local des objets perdus. Entre-temps, on en a justement perdu: « On a oublié le service public. Avant la rénovation de la gare, il y avait 16 guichets. Il n'y en a plus que 9 et un autre guichet doit encore disparaître en 2021 », note un cheminot cégétiste (Ouest-France, 23/11/20). Moins de guichets, plus de smartphonage de billets. On attend la dématérialisation totale de la gare. ■

Ruissellement

LA NOUVELLE gare fuit. Des seaux placés dans la galerie et la flotte plic et ploc. Pour la SNCF, ce sont des « désordres qui arrivent sur les chantiers de l'ouvrage de la nouvelle passerelle mezza-

nine de la gare de Nantes. Ces fuites ne sont pas dues aux fortes pluies que nous avons eues ces derniers jours » (Presse-O, 03/02). Certainement en anticipation vernienne des précipitations futures. ■

Le mot tartigole du mois:

Résilience à gogo

Patrons, bisexuels, perquisitionnés, alcooliques mondains, tous sauvés par la résilience.

NANTES grésille de résilience qui sert à tout, y en aura bientôt dans les yaourts. Le 4 novembre, à l'aéroport, un zingue militaire gris de l'opération Résilience a débarqué de Lyon quatre civils covidés. Aux Dervallières, l'asso Résilience Factory aide à créer des microentreprises. Une autre asso, Couleur résilience répare les traumatisés à coups de randos et de week-ends détente. Le groupe discord local Collapsologie et résilience a 1265 membres. À Vertou, un « expert francophone en résilience humaine » facture 200€HT l'heure.

AMB résilience deale de « l'appivoisement et du management du bonheur » et soigne tout, comme les marabouts, de l'« alcoolisme mondain » au contrôle fiscal, des « personnalités difficiles » aux perquisitions (sic!), à la bisexualité (resic!). Rien pour la trisexualité. L'experte en résilience, « spécialiste de la motivation », prévient qu'elle « se réserve le droit » de virer sans les rembourser les épaves dont « l'état (hygiène, odeurs, alcool...) perturbe ou nuit au bon déroulement des séances ». Comment s'en remettre? Des-saouler, prendre une douche et y retourner pour le stage: « Comment parvenir à s'apaiser - 64€ par personne ». Les 8 et 9 octobre, Nantes innovation forum a tenu un atelier visio pour les collectivités voulant « s'engager dans une démarche de résilience territoriale ». Démarcheurs post trauma acceptés. Le 7 janvier, Julie Laernoës, l'écolo adjointe « à la prospective et à la résilience », a causé vélo résilient avec une asso du centre ville. Johanna Rolland ressasse le mot résilience comme un mantra à associer à sécurité, acteurs du territoire, transition, hésitant entre « préparer la résilience » (programme électoral 2020), la « renforcer » ou « s'adapter pour gagner en résilience »

(Revue internationale et stratégique, décembre 2018). Dès l'annonce du projet, le futur CHU est garanti résilient: « Il résistera à la montée des eaux pendant plusieurs jours » (L'Express, 29/11/2016).

Résilience bizness

Né fin avril 2020, le fonds régional « Résilience » sauve des entreprises à coups d'avances remboursables. En novembre, Nantes métropole clame que la « résilience passe par des écosystèmes de petites structures agiles », vantant la SARL Solution recyclage qui glane des masques jetables, les fait trier dans le Jura et déchiqueter pour en faire des fringues.

En décembre, une conférence en abstenciel du mouvement français qualité & management, section Loire-Inférieure, explore « vos propres ressources pour augmenter votre résilience » en conseillant « 1. Apprenez à échouer; 2. Faites preuve d'optimisme; 3. Commencez votre programme personnel de résilience ». En décembre toujours, Social change, 3^e édition, organisé par Nantes métro, prône « la responsabilité sociétale des entreprises comme modèle de résilience ».

Tout est résilience

Le mot-valise bien utile « implique que l'on ne peut pas changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent, mais seulement s'en accommoder le mieux possible »* (Regards, 02/04/2020). Une injonction perverse à une performance obligatoire, pour dissoudre le malaise et rebondir grâce à ses psychoressources. Les causes, on s'en tape; il faut se focaliser sur les traumatismes à surmonter et les « outils » à mobiliser, selon les grands principes néolibéraux: flexibilité, adaptation. Le « monde d'après », c'est rien qu'un lendemain de deuil bien géré. ■

Boris Virulnik

Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Ray Clid, Fred Crayon, Bertrand Latouche, Yves Magne, Loïc Sécheresse, Pich, et la fine équipe Anonymouse expansive.

Directeur de publication: Nicolas de La Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (c/o Sans Sherif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 1000 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud,

30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.fr

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom chèque à l'ordre de
Prénom La Lutte à Leuleu
Adresse c/o Sans Sherif
..... 18 rue Geoffroy-Drouet
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement
Courriel en ligne via notre site
(ci-dessus)